

L'impératif de relance

Les décideurs africains doivent anticiper la reprise mondiale en dynamisant leur secteur privé



Donald Kaberuka est le Président de la Banque africaine de développement.

MALGRÉ son intégration limitée au marché international, l'Afrique n'a guère été protégée des effets directs de la crise financière mondiale. Mais elle doit parer à l'impact de la crise sur son économie réelle, impact qui s'est fait ressentir plus rapidement que prévu. Si l'ampleur et la profondeur de la contagion varient selon les régions — les pays exportateurs de produits miniers, les grandes économies ouvertes et les États fragiles étant les plus touchés à travers un ou plusieurs canaux de transmission —, l'ensemble du continent voit ses perspectives de croissance chuter, de 6 % en moyenne à moins de 3 %.

La hausse des déficits courants et budgétaires menace directement la stabilité macroéconomique acquise au prix de nombreuses années de réformes. La capacité des gouvernements africains à affronter la crise, voire à préserver les services de base et les programmes de développement, sera mise à rude épreuve. Au stade actuel, nul ne sait combien de temps la croissance en Afrique sera deux fois moins forte que par le passé, la crise mondiale étant encore à ses débuts. On peut néanmoins présumer qu'au moment où l'économie mondiale retrouvera une trajectoire de croissance, la reprise en Afrique sera probablement asymétrique.

Cependant, les décideurs africains peuvent d'ores et déjà s'approprier à tirer parti de la reprise mondiale en arrimant progressivement leurs économies nationales au moteur de croissance le plus fiable et le plus puissant à court terme : le secteur privé. La Banque africaine de développement (BAfD) est l'une des institutions financières internationales disposées à contribuer à la promotion du secteur privé en Afrique. Cette importante initiative peut et doit commencer sans délai pour que le continent puisse participer pleinement, de concert avec le reste du monde, à la relance mondiale après la récession.

Cycles d'expansion et de récession

Au cours des 30 dernières années, l'Afrique a connu des épisodes de croissance et de déclin prolongé, phénomènes généralement associés à la flambée et à la chute des cours des produits de base, les facteurs endogènes accentuant la tendance. Avec la crise mondiale actuelle, de nombreux pays africains — et pas seulement les

gros exportateurs de produits de base — sont confrontés, sans doute pour la première fois depuis des années, à une récession dont la cause essentiellement exogène échappe à leur contrôle. Mais quelle qu'en soit l'origine, l'impact d'un ralentissement de la croissance en Afrique est considérable. La BAfD prévoit que cette année, pour la première fois depuis 1994, la croissance du revenu par habitant sera négative pour l'ensemble du continent — aussi bien dans les économies minières que dans les pays tributaires des exportations agricoles.

Les réformes économiques mises en œuvre pendant des décennies ont rendu possibles les progrès réalisés de haute lutte en Afrique ces dernières années : dette soutenable, baisse de l'inflation, libéralisation des échanges, diversification des exportations et autres changements structurels. S'il est vrai qu'avant la crise actuelle, l'Afrique n'était pas près d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) en matière de réduction de la pauvreté, il n'en demeure pas moins que les avancées enregistrées notamment dans l'enseignement primaire pour tous ont montré qu'un progrès véritable est possible.

Le ralentissement dû à la crise mondiale devrait générer le surcroît d'impulsion nécessaire pour relancer la croissance en Afrique. Le plus dur a été fait : les réformes macroéconomiques sont en place et avaient commencé à porter leurs fruits lorsque la crise a frappé. Il faudrait maintenant continuer à améliorer l'environnement opérationnel des politiques et institutions issues de la réforme. Dans cette optique, la promotion du secteur privé devient prioritaire.

La BAfD a récemment revalorisé le secteur privé dans l'économie panafricaine. Son premier Plan stratégique pour la période 2003–07 accordait au secteur privé un rôle secondaire à l'appui d'un développement économique durable et relativement peu d'importance aux opérations de ce secteur. Cette approche a été révisée à la lumière de l'expérience des différents pays : les États membres à revenu intermédiaire veulent être compétitifs sur le marché mondial sans la protection des préférences commerciales, et ceux à faible revenu veulent améliorer leur climat d'investissement pour accéder au statut de pays à revenu intermédiaire. La BAfD estime

qu'un moyen important d'atteindre les deux objectifs est de promouvoir le secteur privé.

La Stratégie à moyen terme de la BAfD pour 2008–12 table sur le fait que la communauté internationale s'intéresse de plus près à l'Afrique : les bailleurs de fonds actuels se sont engagés à accroître leur aide; de nouveaux donateurs apparaissent; les investisseurs privés, même s'ils s'intéressent encore principalement aux ressources naturelles, évaluent les potentialités du continent. En conséquence, la BAfD privilégie désormais le développement d'un secteur privé solide et reconnaît son rôle crucial dans des domaines aussi importants que l'infrastructure et l'enseignement supérieur.

Zone intermédiaire

En particulier, la Banque peut jouer un rôle constructif de catalyseur dans la promotion et la facilitation de partenariats publics–privés dans ce qu'elle considère comme une zone intermédiaire entre les secteurs public et privé traditionnels. Ses investissements dans le secteur privé ont triplé en 2007, et une bonne liste de projets innovants conçus au titre de ces partenariats présente d'énormes possibilités de croissance, de synergies et d'effets d'entraînement. Les transactions de la Banque en faveur du secteur privé seront intensifiées dans le cadre de stratégies nationales adoptées d'un commun accord afin de promouvoir une croissance tirée par le secteur privé.

L'histoire nous apprend qu'en période de crise économique, dans des pays comme ceux d'Afrique, des indicateurs sociaux tels que la mortalité maternelle et infantile, le taux de scolarisation et de réussite scolaire, ainsi que les possibilités d'emploi pour les femmes, se dégradent rapidement, surtout dans les États fragiles où la faiblesse des institutions et l'étranglement de l'espace budgétaire rendent souvent impossible la mise en place de dispositifs de protection. À court terme, la gestion de la crise requiert des ajustements budgétaires pour tenir compte des ressources attendues, aux dépens du développement humain. Une activité accrue du secteur privé peut améliorer les indicateurs sociaux, notamment dans l'enseignement supérieur, qui a des effets multiplicateurs dans d'autres domaines. Ainsi, la BAfD cherche à établir des partenariats avec le secteur privé pour concevoir et réaliser des projets nationaux et régionaux de formation supérieure. Elle appuiera aussi l'enseignement technique et professionnel, ainsi que la formation axée sur le renforcement des compétences et la lutte contre le chômage élevé et chronique.

Plusieurs facteurs détermineront la rapidité avec laquelle l'Afrique remédiera aux effets de la crise mondiale : l'ampleur de la déstabilisation macroéconomique, le climat d'investissement et les progrès en matière d'infrastructures. Il sera notamment crucial de maintenir le rythme du développement des infrastructures pour accélérer la reprise en dépit de la baisse des investissements privés et des recettes publiques. La modernisation de l'agriculture, des services et de l'industrie dépend des infrastructures. À moins de combler l'écart de financement des infrastructures, l'Afrique restera à la traîne en matière de compétitivité lors de la reprise de l'activité économique. Là encore, le secteur privé doit jouer un rôle crucial. Depuis deux décennies, les pays industrialisés et en développement affichent une forte tendance à la fourniture et au financement des infrastructures par le secteur privé, mais ce phénomène est encore marginal en Afrique. La BAfD renforcera

les partenariats afin d'améliorer la fourniture de l'eau potable, l'assainissement, les transports, les télécommunications et l'infrastructure énergétique dans ses pays membres.

Le développement d'un secteur privé vibrant et dynamique requiert un environnement commercial fonctionnel et favorable dans tout pays soucieux de déployer un tel moteur de croissance. Il est donc essentiel pour tous les pays du continent d'améliorer encore plus rapidement le climat d'investissement en réduisant les coûts de transaction. Ces coûts facilement calculables sont désormais un repère largement publié qui permet de classer de manière très transparente tous les pays aspirant au statut de pays à revenu intermédiaire. En les réduisant au minimum, ces pays peuvent beaucoup mieux se positionner et, en définitive, participer pleinement à la reprise de la demande et de l'investissement à l'échelle mondiale.

Besoin de financement

Outre la réforme de la réglementation et de la gouvernance, il importe de souligner que, pour retrouver les taux de croissance d'avant la crise, l'Afrique aura besoin de 50 milliards de dollars pour financer l'écart investissement–épargne. Le besoin de financement grimpe à 117 milliards de dollars si elle veut réaliser la croissance de 7 % jugée nécessaire pour atteindre les OMD. Bien que certains pays à revenu intermédiaire puissent effectivement mobiliser des investissements intérieurs et extérieurs, les pays à faible revenu et les États fragiles auront besoin d'aide.

L'engagement pris par le G-20, à son sommet d'avril, d'accroître son appui aux pays à faible revenu — d'Afrique notamment — pour remédier à la crise mondiale est une condition nécessaire mais insuffisante de la reprise. Il doit s'accompagner d'une détermination à préserver les acquis des réformes qui ont tant contribué à la résistance des économies africaines.

La BAfD n'a pas tardé à riposter au ralentissement mondial. Grâce à sa capacité de mobilisation, elle a favorisé le débat, partagé son expérience et fait entendre la voix de l'Afrique auprès des responsables économiques du continent. Pleinement consciente de l'importance capitale d'une collaboration étroite entre les institutions financières internationales en ce moment, la Banque a intensifié sa coopération avec les autres partenaires au développement pour élaborer des stratégies ciblées de sortie de crise permettant de conjuguer nos ressources, notre expertise et nos avantages comparatifs afin d'améliorer les perspectives économiques du continent.

Pour l'heure, notre défi primordial est de trouver le juste équilibre entre l'application de solutions à court terme et la concentration sur les enjeux à long terme. En effet, les stratégies à long terme — développement des infrastructures, promotion de l'intégration économique et mise en valeur d'une main-d'œuvre qualifiée — sont essentielles à la croissance de l'Afrique et, par conséquent, constituent aussi les piliers de la Stratégie à moyen terme de la BAfD.

À l'évidence, l'impact de la crise mondiale sur l'Afrique est un inconvénient majeur. Mais nous gardons la ferme conviction que ses perspectives économiques à long terme sont très bonnes, à condition de combattre ensemble les effets de la crise tout en concentrant nos efforts sur les besoins à long terme d'un continent qui mise sur le commerce et l'investissement pour assurer son épanouissement. ■